

«Les maires, ces nouveaux hussards face à ceux qui défient la République» – la chronique de David Lisnard

Les maires savent mieux que quiconque le travail fin et quotidien nécessaire pour coudre et recoudre le tissu social, pour soutenir les habitants les plus pauvres et précaires, pour assurer des services publics de proximité, pour lutter contre l'incivisme

**Par David Lisnard**

5 juillet 2023 à 12:46

**ABONNES** Votre abonnement vous permet de lire cet article



Un frémissement civique a parcouru la France ce lundi 3 juillet 2023 à midi. A l'initiative de l'Association des maires de France (AMF), des milliers d'élus locaux ont accueilli les habitants sur les perrons des mairies pour manifester la solidité de la société française face aux voyous et aux émeutiers qui ont saccagé une partie du pays. Ni bougies ni peluches, que de la détermination.

Habitants parmi les habitants et mandatés par les habitants, les maires sont les premiers concernés par les dégradations et les exactions commises ces derniers jours dans plusieurs centaines de communes. Les mairies, commissariats, écoles, gymnases, bibliothèques, commerces, lieux de convivialité et d'échanges, qui ont été pris pour cibles, sont des sites de services publics locaux, mais aussi l'incarnation, concrète, physique, de la démocratie locale française.

## A lire aussi: Alain Bauer: «L'inéluctable retour de l'ordre, mais quel ordre ?»

**Dégâts.** Les dégâts matériels sont impressionnants et le bilan déjà supérieur aux émeutes de 2005 : près de 6000 véhicules incendiés, plus de 1000 bâtiments dégradés, plus de 250 commissariats, casernes de gendarmerie ou postes de police municipale attaqués, des centaines de commerces pillés et dévastés.

Des premières estimations font état d'un coût financier supérieur au milliard d'euros, sans compter les effets induits sur la consommation des ménages et sur le tourisme qui risquent de pâtir de cette situation délétère.

Ce qui réunit ces émeutiers, ces voyous, ces casseurs, ces pilleurs, au-delà des opportunités matérielles des voleurs ou idéologiques des activistes d'extrême gauche infiltrés, c'est le mépris de la République, le rejet de la démocratie et la haine de la France

Mais plus encore que l'aspect financier, ce qui inquiète est la menace qui pèse sur le fragile équilibre qui fait une nation unie et solidaire. A quelques jours du 14 juillet, nous pouvons nous interroger pour savoir s'il existe encore une nation française, si nous constituons un peuple ou un simple agrégat de populations. En raison de l'effondrement de l'Etat régalien, l'action communale demeure trop souvent le dernier rempart contre le chaos dans la rue et le néant civique dans les têtes.

Le fait que des mairies aient été prises à partie n'est donc pas anodin. Car, ce qui réunit ces émeutiers, ces voyous, ces casseurs, ces pilleurs, au-delà des opportunités matérielles des voleurs ou idéologiques des activistes d'extrême gauche infiltrés, c'est le mépris de la République, le rejet de la démocratie et la haine de la France.

## A lire aussi: La demande d'ordre, nouvel enjeu pour Macron

**Sursaut civique.** C'est pour faire respecter notre pays que nous nous sommes mobilisés devant nos mairies. L'enjeu est simple : exiger et soutenir le retour à l'ordre, stimuler un sursaut civique et promouvoir l'unité de la nation.

L'ordre précède la justice. En tout cas dans un Etat de droit. Il s'agit d'un principe fondamental que les maires incarnent et défendent avec conviction. Sans ordre, la

justice n'est qu'un concept vide. Sans justice, l'idéal républicain ne tient plus

L'ordre précède la justice. En tout cas dans un Etat de droit. Il s'agit d'un principe fondamental que les maires incarnent et défendent avec conviction. Sans ordre, la justice n'est qu'un concept vide. Sans justice, l'idéal républicain ne tient plus.

Les maires savent mieux que quiconque le travail fin et quotidien nécessaire pour coudre et recoudre le tissu social, pour soutenir les habitants les plus pauvres et précaires, pour assurer des services publics de proximité, pour lutter contre l'incivisme, expression d'un individualisme dévoyé qui se traduit par le recul de la responsabilité individuelle et la perte de sens collectif.

Quels que soient leur engagement politique, leur parcours, leurs convictions, les élus municipaux, dans leur immense majorité, sont toujours au rendez-vous de l'intérêt national.

## **A lire aussi: Catherine Vautrin: «Rien de pire que de laisser des jeunes glandouiller au pied des immeubles»**

Face à l'adversité et aux menaces qui pèsent sur notre société, ils se tiennent fermes. Ils savent faire front, parfois à leur propre péril, comme le montre l'augmentation de 32 % des agressions contre eux entre 2021 et 2022.

L'appel lancé lundi par les maires est aussi celui de la majorité silencieuse de notre société. Cette majorité qui travaille, qui participe à la richesse nationale, qui cotise, qui fait vivre le pays au présent et veut construire un avenir commun, prospère et paisible pour nos enfants : cette majorité qui ne fait pas de vagues, qui veut la paix, la tranquillité, la sécurité et la liberté, cette majorité qui n'a pas à subir les conséquences des exactions commises par une contre-société qui tente de s'imposer par la peur, voire la terreur.

Ceux qui défient la république française doivent savoir qu'il existe encore dans notre pays un élan civique, un élan vital, une volonté populaire de ne pas céder face à l'adversité

**Autorité.** L'autorité régaliennne doit s'exercer pleinement sur tout le territoire. Aucune rue, aucun quartier, aucune cité ne doit échapper à cette règle. Il s'agit là de la responsabilité première de l'Etat. Sans faiblesse et sans effets de manches.

Une fois l'ordre rétabli, nous devons nous assurer que la Justice passe, que les casseurs, et leurs parents quand il s'agit de mineurs, paieront, que la force publique réinvestira ces quartiers où règne aujourd'hui la loi des caïds, ces dealers qui ont fait cesser les violences pour reprendre leur business sordide.

## **A lire aussi: Banlieues: Borloo, cette marque dont tout le monde se réclame**

Ce qui est arrivé ne nous a hélas pas surpris. Si rien ne change, si rien n'est fait en profondeur, si on retombe dans la facilité coupable du « pas de vague », les prochaines émeutes seront pires. Un nouveau « plan banlieues » ne suffira pas à résoudre le problème. Des dizaines de milliards d'euros ont déjà été déversés au titre de la politique de la ville depuis plus de trente ans. C'est par l'école d'abord, par la discipline, par la méritocratie républicaine, par la maîtrise de l'immigration, par une vraie politique d'assimilation et par davantage de pouvoir d'agir à l'échelle communale que nous parviendrons à redresser la situation. La clé est le retour de l'autorité, dans les familles, le corps social, l'espace public.

Ceux qui défient la république française doivent savoir qu'il existe encore dans notre pays un élan civique, un élan vital, une volonté populaire de ne pas céder face à l'adversité. Les maires en sont les étendards, et pour beaucoup les hussards. Nous ne baisserons ni les bras, ni les yeux. Nous sommes prêts à défendre notre société, nos principes, notre patrimoine collectif. Nous sommes déterminés à faire face, à résister, à surmonter cette crise et à bâtir une nouvelle espérance commune, parce que nous aimons notre pays et croyons en son avenir. Ainsi va la France.

*David Lisnard, président de Nouvelle Energie et maire de Cannes.*